Déclaration de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en réponse à une question au Gouvernement sur la situation à Alep en Syrie, à l'Assemblée nationale le 14 janvier 2026.

2026-01-14

Monsieur le député [Arnaud Saint-Martin],

Merci d'avoir soulevé cette question, qui touche évidemment à un point central pour la stabilité de la région mais aussi pour nos intérêts de sécurité.

Nous avons accueilli favorablement, évidemment, le retour au calme relatif à Alep après les affrontements, vous l'avez rappelé, entre les forces syriennes et les forces démocratiques syriennes, c'est-à-dire les forces kurdes, après ces affrontements qui ont fait une centaine de morts et de très nombreux déplacés. Ce retour au calme, nous y avons contribué activement via la médiation que nous avons conduite, en parallèle des États-Unis, au plus haut niveau, puisque le Président de la République s'est lui-même impliqué pour passer des messages aux deux parties.

Et je redis que ce point est important et essentiel, et qu'il a d'ailleurs dicté l'engagement de la France depuis la chute du régime sanguinaire de Bachar al-Assad, il y a un peu plus d'un an. Pourquoi ? Parce que de la capacité de la Syrie nouvelle à intégrer les Kurdes ainsi que les autres communautés dépend la stabilité et la souveraineté à venir de la Syrie. Et puis d'autre part, parce que, vous l'avez rappelé, les Kurdes ont été nos fidèles alliés dans la lutte contre Daech, qui a ensanglanté la France à plusieurs reprises. Et je veux rappeler que dans le nord-est de la Syrie, dans des prisons gardées par les Kurdes, se trouvent aujourd'hui des combattants terroristes de Daech. C'est la raison pour laquelle cette médiation, en tout cas cette négociation, qui a été démarrée au mois de mars dernier, est si importante.

Avant le début des affrontements du 6 janvier que vous avez rappelé, nous avons reçu à Paris le ministre des affaires étrangères syrien pour le presser à faire des concessions, s'agissant du premier bloc de cette négociation qui concerne l'intégration des forces armées kurdes dans l'armée syrienne, reconnaissant un certain nombre de droits aux Kurdes. Nous allons continuer en ce sens, en soutenant nos alliés kurdes et en poussant les deux parties à trouver une solution. Puisqu'au fond, chacune d'entre elles a le même objectif : celui d'une Syrie forte, souveraine, à l'abri de toute interférence étrangère.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 janvier 2026

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/301670-jean-noel-barrot-14012026-syrie